

## **20260220 InfoMigrants**

<https://www.infomigrants.net/fr/post/69958/en-irlande-le-gouvernement-condamne-a-indemniser-deux-demandeurs-dasile-privés-dhebergement-a-leur-arrivee-dans-le-pays>

### Actualités



Des migrants devant l'Office de protection internationale (IPO), à Dublin, en Irlande, le 30 avril 2024. Crédit : Reuters

## **En Irlande, le gouvernement condamné à indemniser deux demandeurs d'asile privés d'hébergement à leur arrivée dans le pays**

Par [La rédaction](#)

L'Irlande a été condamnée à verser 9 500 et 6 000 euros à deux demandeurs d'asile qui ont attaqué l'État en justice pour avoir été laissés sans abri à leur arrivée dans le pays en 2023. Une cinquantaine d'autres personnes pourraient obtenir la même indemnisation, selon la presse irlandaise.

C'est une décision qui pourrait finir par coûter cher au gouvernement irlandais. Une Haute cour de justice a condamné l'État irlandais à verser 9 500 et 6 000 euros à deux demandeurs d'asile - un Afghane et un Indien - qui avaient attaqué l'État en justice pour avoir été laissés sans abri à leur arrivée dans le pays en 2023, [rapporte l'Irish times](#) le 19 février.

Le juge a estimé que l'Irlande n'avait pas rempli ses devoirs vis-à-vis de ces deux hommes et que ce manquement devait être réparé financièrement. Cette décision pourrait s'appliquer à une cinquantaine de cas similaires de demandeurs d'asile ayant attaqué l'État pour avoir également été laissés à la rue.

La plupart concernent des personnes dont les dossiers d'asile avaient été déposés entre la fin janvier et le début du mois de juin 2023. "L'État s'est opposé à ces allégations, arguant que son incapacité à fournir un logement était due à des circonstances exceptionnelles liées à l'afflux massif de réfugiés fuyant la guerre en Ukraine et à l'augmentation inattendue du nombre d'autres demandeurs de protection internationale arrivés au cours de la même période", précise l'Irish Times.

*A lire aussi*

["Je préfère vivre à la rue que dans leur centre" : en Irlande, les demandeurs d'asile dénoncent les conditions de vie dans les structures d'accueil](#)

## Une expérience "humiliante et pénible"

Le tribunal a condamné l'État à verser 9 500 euros au demandeur d'asile afghan, en compensation des 71 jours qu'il a passé à la rue. Selon l'Irish times, cet homme de 25 ans avait fui le régime des Talibans après la mort de son frère. Il a obtenu une protection internationale dans le pays et a trouvé un emploi.

L'Indien, lui, a reçu 6 000 euros pour avoir passé 63 jours dehors. Âgé de 22 ans, il a demandé une protection à l'Irlande après avoir fui son pays où il était menacé pour avoir eu une relation avec une femme musulmane alors que lui-même est chrétien.

En rendant sa décision, le juge a indiqué avoir pris en compte le fait que les deux hommes s'étaient retrouvés [à la rue durant des mois d'hiver particulièrement rudes](#) et avaient ainsi subi une expérience "humiliante et pénible".

"La décision du juge fait suite à [un arrêt rendu en août dernier par la Cour de justice de l'Union européenne](#) confirmant que l'Irlande ne peut se soustraire à son obligation de fournir un hébergement de base aux demandeurs d'asile au motif qu'elle accueille un grand nombre de personnes", rappelle l'Irish times.

*A lire aussi*

[L'Irlande propose entre 2 500 et 10 000 euros aux migrants qui abandonnent leur demande d'asile et acceptent de rentrer chez eux](#)

Fin janvier, 534 demandeurs d'asile étaient en attente d'une offre d'hébergement en Irlande, selon le ministère de la Justice. Un chiffre que le système d'hébergement du pays aurait du mal à absorber, selon le gouvernement de coalition au pouvoir, dominé par les deux grands partis de centre-droit.

## Des capacités d'hébergement "sous pression"

Fin novembre, le gouvernement a ainsi [approuvé des mesures pour durcir l'asile](#), dans la foulée [de la réforme migratoire annoncée par le Royaume-Uni](#) quelques jours plus tôt.

La principale justification pour cette nouvelle législation : réduire la croissance "extrêmement forte" de la population irlandaise, qui met ["sous pression" les capacités d'hébergement](#) et les services publics, selon le ministre irlandais de la Justice, des Affaires intérieures et des Migrations, Jim O'Callaghan. "Notre population a augmenté l'année dernière de 1,6 %, ce qui est sept fois la moyenne dans l'Union européenne", avait-il déclaré à la presse en novembre.

L'Irlande a longtemps été un pays d'émigration, mais voit désormais sa population augmenter. En avril 2025, elle comptait 5,46 millions d'habitants, avec une immigration nette de 59 700 personnes.

Le nombre de demandes d'asile en Irlande a aussi connu une hausse ces dernières années : il a atteint un niveau record de 18 651 en 2024, contre 13 276 l'année précédente. Avant la pandémie du Covid, l'Irlande comptait entre 3 000 et 4 000 demandeurs d'asile par an, selon le ministre de la Justice.

Pour réduire le nombre d'arrivées d'exilés, le gouvernement entend surtout [restreindre les conditions d'accès au regroupement familial](#) pour les ressortissants de pays extérieurs à l'Espace économique européen. Une loi a été adoptée dans ce but fin 2025.